

Recherches sociographiques



Michel ALLARD *et al.*, *Histoire nationale du Québec de sa découverte à aujourd'hui*

Micheline Dumont-Johnson

Volume 22, numéro 2, 1981

La ville de Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055941ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055941ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumont-Johnson, M. (1981). Compte rendu de [Michel ALLARD *et al.*, *Histoire nationale du Québec de sa découverte à aujourd'hui*]. *Recherches sociographiques*, 22(2), 288–290. <https://doi.org/10.7202/055941ar>

lamennaisiennes. Ici, comme en Europe, la philosophie catholique enseignée dans les séminaires et les collèges ira à l'assaut de notions et de concepts tels que le rationalisme, le naturalisme, le libéralisme, etc., tous perçus comme les outils sataniques d'une guerre à outrance menée contre l'Église et le catholicisme. Ici même, au pays, ces périls s'incarnaient bientôt, aux yeux de la hiérarchie ecclésiastique, dans l'idéologie et la pratique politique de la bourgeoisie laïque des professions libérales. Dans ce contexte menaçant, la philosophie représentera un instrument de combat dont les séminaires-collèges feront un usage intensif.

La « plaque tournante de l'analyse », selon l'auteur, se situe toutefois dans le cadre socio-historique compris entre 1835 et 1879. La première de ces dates coïncide avec la publication du premier manuel de philosophie québécois, les *Institutiones philosophicae* de l'abbé Jérôme Demers. L'autre borne chronologique correspond à la promulgation de l'encyclique *Æternis Patris* de Léon XIII qui, évoquant la « Malice du temps », se propose d'y faire face en unissant « l'étude de la philosophie avec la soumission à la foi chrétienne ». Il ne s'agit pas, bien sûr, de n'importe quelle philosophie, mais bien de celle de Thomas d'Aquin, que privilégiera désormais de façon officielle l'autorité romaine. C'est la philosophie du Docteur angélique qui supplantera bientôt toutes les autres dans les programmes éducatifs des séminaires et des collèges. De tous les systèmes jugés orthodoxes, le thomisme apparaîtra comme celui le plus apte à réduire à néant les prétentions « inacceptables » de la raison et de la science vis-à-vis de la foi. Face aux effets, jugés dévastateurs, des idéologies bourgeoises, l'Église enseignante brandira désormais l'arme philosophique médiévale du thomisme. Au Québec, cependant, la restauration du thomisme n'avait pas attendu les directives pontificales. Ces dernières toutefois contribueront à stimuler le zèle d'un clergé de plus en plus « romanisé » et, dès le milieu du XIX^e siècle, de plus en plus encadré et discipliné. C'est dans ce contexte qu'il faut alors situer, pour en comprendre toute la portée, les cérémonies publiques, multiples et grandioses, organisées par le clergé québécois pour célébrer le sixième centenaire de la mort de saint Thomas d'Aquin. Ce dernier allait régner en maître incontesté dans un univers philosophique uniformisé, d'autant plus figé qu'il sera coulé dans le moule rigide d'un programme unique, débouchant sur un diplôme spécialisé et contrôlé désormais par l'institution universitaire.

La philosophie et son enseignement au Québec illustre de manière très convaincante l'impossible neutralité de l'œuvre éducative. Qu'elle soit prise en charge par l'Église ou qu'elle se transforme — selon le terme désormais consacré — en appareil idéologique d'État, l'éducation demeure le lieu privilégié d'un rapport étroit entre savoir et pouvoir.

En plus d'offrir un panorama historique très riche, l'ouvrage de Yvan Lamonde a le mérite de se situer dans le cadre d'une problématique bien définie et de déboucher sur une étude qui allie l'érudition à la clarté de l'analyse. Le chercheur appréciera la bibliographie détaillée ainsi que les tableaux et les documents situés en annexe qui contiennent des informations fort utiles, tant sur le contenu de l'enseignement philosophique que sur le corps professoral qui le prend en charge. Voilà donc un livre qui vient combler fort heureusement une des nombreuses lacunes qui caractérisent jusqu'à ce jour la connaissance dans le domaine de l'histoire de l'éducation au Québec.

Nadia FAHMY-EID

Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal.

Michel ALLARD *et al.*, *Histoire nationale du Québec de sa découverte à aujourd'hui*, Montréal, Guérin, 1980, 335p.

La publication de ce nouveau manuel d'histoire destiné à la clientèle du secondaire permet de suggérer quelques réflexions quant à l'enseignement et à l'apprentissage de cette discipline.

Tout d'abord, le titre du manuel pose la question de l'objet d'étude. En effet, un coup d'œil sur la production didactique des manuels d'histoire, depuis quarante ans, en dit long sur l'évolution qui s'est produite chez nous.

Évolution des titres des manuels d'histoire pour le niveau secondaire

DATE	AUTEUR	TITRE
1935	Farley-Lamarche	<i>Histoire du Canada</i>
1959	Filteau	<i>La civilisation française et catholique au Canada</i>
1968	Vallerand-Lahaise	I- <i>La Nouvelle-France</i> II- <i>L'Amérique du Nord Britannique</i>
1968	Vaugeois-Lacoursière	<i>Canada-Québec : synthèse historique</i>
1972	Lacoursière-Bouchard	<i>Notre histoire Québec-Canada</i>
1974	Bilodeau-Morin	<i>Histoire nationale</i>
1977	Cachat	<i>L'aventure française en Amérique : un défi</i>
1980	Réunion de professeurs	<i>Histoire nationale du Québec.</i>

On constate que le mot Canada a cédé peu à peu le pas au mot Québec et que l'objectif national a fini par être intégré à l'objet d'étude. Ainsi le dernier-né des manuels d'histoire affecte-t-il, par son titre, une volonté politique de se polariser sur l'histoire du Québec et d'évacuer un contenu canadien. À preuve, dans la troisième partie de ce manuel, consacrée à la période 1867-1979, on ne trouve qu'un minimum de références à la politique canadienne : 9 sujets sur 49, soit 18% du total. La majorité des premiers ministres canadiens ne figurent que dans un tableau chronologique, et Pierre Elliott Trudeau est nommé surtout comme une victime de la grève d'Asbestos ! Cela peut certes se défendre, si on pose quelque part, dans le manuel, le problème causé par la présence du Québec dans un état fédératif. Or ce n'est pas le cas. À l'avant-dernière page du livre, il est fait mention du contentieux Québec-Ottawa, mais ce contentieux n'est jamais expliqué. On a assumé sans doute que le libellé de la question référendaire, qui termine abruptement le volume, en tiendrait lieu. Voilà qui laisse songeur.

Le texte de ce manuel permet d'examiner plusieurs questions importantes : la lisibilité pour les élèves ; la rigueur des informations ; la cohérence explicative qui relie les chapitres entre eux et assure une initiation à la pensée historique ; l'importance de sortir du politique où s'est traditionnellement trop cantonné l'enseignement de l'histoire. L'« Avant-propos » est prometteur : on annonce « un outil de synthèse pour l'étudiant qui aborde l'étude de l'histoire de son pays pour la première fois » ; une intention de se concentrer sur « l'étude des hommes et de la société québécoise », une insistance « sur les principales étapes de l'évolution politique, économique et sociale de l'homme québécois (*sic*) en faisant ressortir son originalité de nord-américain et sa capacité d'adaptation et d'évolution ». Mais la lecture du texte est plutôt décevante. En cherchant bien, j'ai trouvé deux références à l'originalité nord-américaine ; quatre ou cinq (selon l'interprétation) à la capacité d'adaptation, et le concept d'évolution n'est vu que par le prisme de la démographie et de l'économie. Jusqu'ici rien de bien neuf. — La première partie, consacrée à la Nouvelle-France, ne contient aucun élément qui ne soit traditionnel ; la seconde partie, qui porte sur la période 1760-1867, suggère de timides explications inédites sur les transformations économiques au XIX^e siècle ; quant à la troisième partie, elle présente, on s'en doute, beaucoup de nouveautés, mais réduites à une monotone nomenclature des lois votées à Québec. — Où sont les hommes et les

femmes ? Les groupes sociaux ? Les références à la vie ouvrière ou rurale ? Aux conditions de vie ? Aux mouvements sociaux ? Nulle trace.

Le fil conducteur reste donc, encore une fois, le politique. Mais, même là, ce fil conducteur se caractérise par son invisibilité. Les chapitres ne sont guère reliés entre eux ; les paragraphes le sont rarement et on se demande comment pourra se développer une pensée historique dans cette séquence platement événementielle. Pour couronner le tout, on note des omissions capitales, v.g. l'exode québécois vers les États-Unis au XIX^e siècle, l'émergence du nationalisme québécois au début du XX^e siècle, le développement du Nouveau-Québec après 1950 ; car il ne suffit pas de mentionner quelques faits pour expliquer un phénomène.

Le texte est-il accessible aux élèves de quinze à seize ans à qui il est destiné ? Certes, les phrases sont courtes. On propose pour chaque chapitre des définitions de mots jugés difficiles — mais ces définitions sont souvent très contestables — ; quelques-unes comportent des erreurs, trop longues à énumérer, et d'autres, des significations trop spécifiques. Somme toute, en voulant simplifier, on a surtout déformé et raccourci, au lieu de choisir certains phénomènes clefs et de les expliquer à fond. Ce manuel ne raconte pas et il n'explique rien. Peut-être ces deux lacunes sauraient-elles être compensées par les suggestions pédagogiques ?

L'appareil pédagogique de ce manuel est assez élaboré : cartes, illustrations, tableaux, encadrés, définitions, organigrammes, travaux, lectures, chronologies, listes. La valeur de chacun de ces éléments est fort variée. Les cartes sont trop petites et manquent de précision. De plus, elles n'ont pas d'échelle, ce qui est inadmissible. Les illustrations sont variées mais médiocres et non pédagogiques. Il n'y a le plus souvent rien à en tirer. On trouve des erreurs de titres (v.g. Le port de La Rochelle pour le port de Québec) et même des illustrations qui... manquent : on n'a que la légende. Les tableaux et les organigrammes sont bien faits, notamment celui qui explique la querelle des subsides, mais trois organigrammes ne sont pas datés. La liste des communautés religieuses en Nouvelle-France comporte quatre erreurs de date et les chronologies contiennent des événements qui ne sont pas mentionnés dans le texte. Manifestement, cette édition a été bâclée, et l'éditeur n'a pas procédé aux révisions indispensables. D'innombrables erreurs de détails (la liste des coquilles serait trop longue à citer ici) auraient pu être évitées, cela me semble évident.

Ce qu'on appelle pompeusement *travaux* n'est qu'une série de questions (v.g. Qui a succédé à Daniel Johnson ?), qui sont autant de prétextes à copier des phrases, des mots ou des encadrés du manuel. Presque aucune occasion de sortir de la simple transcription, ou de l'énumération des connaissances. On ne compte que 6% des questions (13 sur 212) qui exercent la compréhension, voire l'analyse et la synthèse. L'expérience des enseignants du secondaire qui ont participé à la rédaction de ce manuel n'a pas su être mise efficacement à contribution. Manifestement, on n'a pas visé l'apprentissage de l'élève en lui donnant l'occasion de manipuler des informations. Ce recours presque exclusif à la copie du manuel, dans les « travaux », est plutôt un appel à une confortable routine. Enfin, les suggestions de lectures sont destinées au professeur seulement alors que des livres destinés à la jeunesse (v.g. collection du Goéland, Vidéo-Press) auraient pu être mentionnés.

Oui, certes, il est difficile de faire un bon manuel d'histoire ; mais je pense qu'on n'y arrivera jamais en travaillant vite. Le programme d'histoire nationale sera changé d'ici peu (on y travaille depuis 1977) et, forcément, de nouveaux instruments didactiques devront être préparés. J'espère qu'il y a, quelque part, une équipe qui soit déjà au travail pour produire un manuel. Et si ce manuel s'appelait, comme dans tous les pays du monde : HISTOIRE ?

Micheline DUMONT JOHNSON

Département d'histoire,
Université de Sherbrooke.